

# Quelle santé financière pour les associations francophones ?

Jean-Baptiste  
Lasaygues

La feuille de route consacrée aux langues officielles pour 2008–2013 arrive à expiration le 31 mars. A cette occasion, et en cette fin d'année fiscale, nous nous sommes penchés sur l'état financier de la francophonie britanno-colombienne.



Dès le départ, on perçoit de grandes différences entre les associations. Cela semble être une évidence, mais pour être en bonne santé, il faut être de bonne taille. En partant de ce constat, si les principales structures bien implantées historiquement dans la province s'en sortent bien, les petites associations francophones peinent à trouver des financements. Une règle semble s'appliquer : plus l'association est géographiquement proche des centres du pouvoir et de population (Victoria et Vancouver), meilleures sont ses finances. Au contraire, plus elles sont isolées, plus la défense du français relève du parcours du combattant.

## Une situation précaire

C'est le cas par exemple à Campbell River, où l'association francophone espère que la renégociation de la feuille de route lui apportera un peu d'oxygène, mais sans trop y croire. « On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a » explique Jeanne Landry, sa directrice générale.

« On doit faire de plus en plus avec de moins en moins de moyens. Notre financement n'a pas augmenté depuis 5 ans. Même au niveau des directeurs généraux des petites associations de provinces, nous sommes payés moins de 20\$ de l'heure. Du coup, il nous arrive de plus en plus souvent de faire du bénévolat en complément de notre travail. »

Même constat à l'Association des francophones des Kootenays Ouest. Une de ses membres explique « Nous comptons beaucoup sur les bénévoles pour nous aider. Faute de financement, les gens qui sont formés à l'association ne sont jamais sûrs de pouvoir rester longtemps pour travailler avec nous. » Quand on aborde la question de l'auto-financement, elle nous explique « On fait appel à la générosité de la communauté, mais nous sommes dans une petite région rurale et celle-ci n'est pas élastique » avant de déplorer que les subventions reçues n'ont pas été ajustées au coût de la vie depuis plusieurs années. « Tout augmente, les loyers, les factures, les frais... mais pas notre dotation. »

A Kamloops, la directrice générale Margo Mercier nous explique les moyens qu'elle utilise pour palier à cette situation. « Même si les fonds alloués par Patrimoine Canada n'ont pas augmenté, on se débrouille par nous mêmes. Outre l'aide de la communauté, nous avons procédé à des levées de fonds et nous pouvons compter sur le succès de notre garderie pour arriver à des comptes en bon état. » Mais elle ajoute « c'est certain qu'on ne serait pas contre un coup de pouce de la part de Patrimoine Canada. »

Mais le plus dur pour toutes ces associations rurales, nous révèle un de leurs membres qui a tenu à garder l'anonymat, c'est ce sentiment, selon-lui, « de devoir se débrouiller. On a l'impression d'être traité avec un certain mépris par Patrimoine Canada. C'est ça qui est parfois dur quand on voit la quantité de travail qu'il y a à faire pour que vive le français et les francophones dans leur langue, ce qui est, rappelons le, un droit établi. »



## **Ici, tout va très bien, mais...**

Plus proche des grands centres urbains, la situation s'améliore. Les jeunes en particulier s'en sortent bien. Pour Rémi Marien, directeur du Conseil jeunesse francophone de C.-B., la situation financière est bonne, en particulier grâce à l'auto-financement que le conseil retire de ses activités et des formations qu'il dispense.

Les structures de bonne taille profitent aussi du grand nombre de leurs adhérents pour garder des finances en bon état. C'est le cas par exemple de la Société francophone de Victoria dont le directeur Christian Francey dépeint les finances comme « solides avec de bonnes bases entièrement dotées pour 2013–2014. »

A Maillardville, la directrice Johanne Dumas considère que la situation est acceptable, mais difficile. Ainsi, elle souligne que l'absence d'augmentation des dotations empêche les structures dynamiques de croître. « Il y a aussi un vrai sujet à propos de la redistribution des subventions dans la province. Par exemple, les trois principaux festivals francophones reçoivent tous la même somme alors qu'ils n'ont pas du tout la même envergure. » Elle doit aussi faire face aux variations, parfois importantes, des subventions qui l'obligent chaque année à changer l'équipe organisatrice du festival. « On coupe beaucoup d'un côté pour mettre de l'autre, selon les besoins. »

Les associations sur Vancouver et dans sa proche banlieue résistent bien pour le moment, car comme l'explique Craig Holzschuh, le directeur du Théâtre de la Seizième « Nos bailleurs de fonds nous soutiennent et apprécient notre travail, cela nous permet d'avoir un bon équilibre financier. » Les francophones de Surrey et les associations vancouveroises qui peuvent compter sur de nombreux membres complètent le tableau de « ceux qui s'en sortent, mais ne seraient pas contre un petit coup de pouce ».